

MARLY, le 21 mars 2025

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.

SEANCE DU 20 MARS 2025

Sous la Présidence de

Thierry HORY

Président du C.C.A.S.

Maire de la Ville de Marly

Nombre de membres en exercice	: 11	<u>Etaient présents :</u>	MM. HORY, LEFEBVRE, M. MOREL
Nombre de membres présents	: 08		Mmes HANSE, HETHENER, FONTAN
Nombre de suffrages exprimés	: 11		JACOB-VARLET, MOREAU
Nombre de membres absents	: 03	<u>Absents excusés</u>	Mme FRANCFORT (délégation à Mme HETHENER)
Absent ayant donné procuration	: 03		Mme KUNTZ (délégation à M. HORY)
			Mme NOEL (délégation à Mme JACOB-VARLET)

Les convocations à cette séance ont été envoyées le 7 mars 2025

XI – Résidence « les Hortensias » : forfait autonomie - convention

La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement promeut particulièrement le développement de l'offre d'habitats intermédiaires pour apporter une réponse adaptée au besoin d'habitat et de services aux personnes âgées, et rompre leur isolement. Cette ambition passe notamment par le renforcement et la promotion du rôle et de la place des logements foyers, renommés « résidences autonomie ». Elle prévoit l'attribution par le Département d'un forfait autonomie pour financer des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie ainsi que de nouvelles règles relatives aux types de public accueilli dans les résidences autonomie.

Afin de procéder au versement de la somme allouée, ce forfait autonomie doit s'inscrire dans une convention devant être conclue entre le Président du Département et le Gestionnaire de l'Etablissement, qui formalisent des engagements réciproques.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'Administration du C.C.A.S. décident à l'unanimité :

- d'**AUTORISER** le Président, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tous les avenants y afférents.

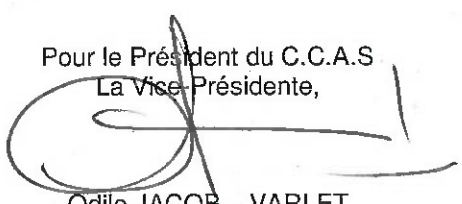
Délibération exécutoire compte tenu de sa publication le 21 mars 2025.

Pour extrait conforme, Marly, le 21 mars 2025.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.



Pour le Président du C.C.A.S.
La Vice-Présidente,


Odile JACOB - VARLET
Maire - Adjoint de la Ville de Marly
Déléguee aux Affaires Sociales